

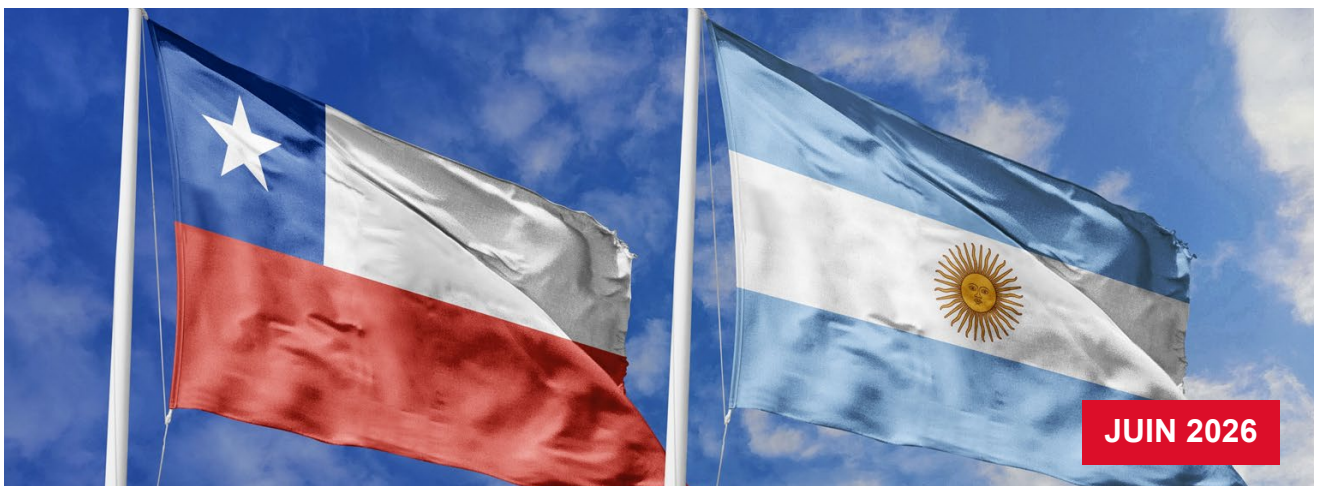
ARGENTINE ET CHILI : DANS UN CONTEXTE DE BOULEVERSEMENTS POLITIQUES, QUELLES PERSPECTIVES DE COOPÉRATION AVEC LA FRANCE ?

Depuis plusieurs années, la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées a souhaité accorder une attention particulière à l'Amérique du Sud, région dont l'importance géostratégique ne cesse de croître dans un contexte international marqué par l'instabilité des alliances historiques, le retour des logiques de puissance et la compétition pour l'accès aux ressources.

En Argentine, l'élection de Javier Milei à la présidence de la République en novembre 2023 a marqué l'un des bouleversements politiques les plus importants qu'ait connus le pays depuis le retour à la démocratie. Dès son arrivée au pouvoir, Javier Milei a engagé un vaste programme de réformes destiné à rétablir les grands équilibres macroéconomiques du pays.

Au Chili, l'élection de José Antonio Kast à la présidence de la République à la fin de l'année 2025 ouvre également une nouvelle séquence politique. Le nouveau Président a fait de la sécurité intérieure, de la maîtrise de l'immigration et de l'approfondissement de la libéralisation économique les priorités de son mandat.

Dans ce contexte, le bureau de la commission a souhaité lancer une mission sur ces deux pays. Celle-ci avait pour objet d'évaluer les transformations politiques et économiques en cours, d'établir un premier bilan de la présidence Milei en Argentine et d'apprécier les conséquences de la nouvelle séquence politique chilienne sur les intérêts français et européens dans la région. Elle visait également à mettre en lumière les convergences existantes entre la France, l'Argentine et le Chili, mais aussi les éventuels sujets de divergence, afin d'identifier les pistes d'approfondissement de nos relations bilatérales.



I. L'ARGENTINE : LES DÉFIS DU REDRESSEMENT D'UNE PUISSANCE RÉGIONALE

A. Un pays longtemps affaibli par ses difficultés économiques

Malgré d'incontestables atouts (ressources naturelles abondantes, population qualifiée et économie diversifiée), l'Argentine peine depuis plusieurs décennies à maintenir une croissance durable et régulière.

L'Argentine a connu **9** défauts de paiement souverains et **23** programmes successifs avec le FMI

Le pays détient ainsi le record du nombre de récessions entre 1950 et 2022. Au cours de la période, l'Argentine a, en moyenne, été en récession une année sur trois. Elle est le seul pays à être passé du statut d'économie développée à celui d'économie en développement.

B. L'arrivée au pouvoir de Javier Milei : bilan provisoire d'une thérapie de choc

À la veille du scrutin présidentiel, l'Argentine se trouvait une nouvelle fois confrontée à une situation macroéconomique très dégradée, (déficit budgétaire de 5,1 % du PIB et récession de - 1,9 %, inflation de 161 %).

Porté par un discours de rupture radicale avec les élites politiques traditionnelles, **Javier Milei a construit sa candidature autour d'un projet de transformation profonde de l'État et du modèle économique argentin.**

Dès son arrivée à la Casa Rosada, **Javier Milei a engagé une « thérapie de choc » visant à s'attaquer aux déséquilibres macroéconomiques du pays** : baisse drastique des dépenses publiques de 27 %, dévaluation du peso de plus de 54 %, modification du régime de change, fin du financement monétaire du déficit budgétaire, levée progressive des restrictions applicables aux mouvements de capitaux et aux opérations de change.

Les résultats enregistrés semblent positifs : croissance de 4,4 % en 2025, inflation retombée à 32 % en 2026, taux de pauvreté en recul à 28,2 % mi-2025. Ces chiffres ne doivent toutefois pas occulter plusieurs



Rencontre avec Mme Victoria VILLARUEL, Vice-présidente de la Nation argentine et Présidente du Sénat



Rencontre avec M. Martin MENEM, Président de la Chambre des députés, et MM. Damian ARABIA, Andrés Ariel LAUMANN et Alvaro MARTINEZ, députés

facteurs de vulnérabilité : ralentissement de l'économie à partir du deuxième trimestre 2025, endettement encore élevé, faiblesse des réserves de change et fragilisation de certains secteurs productifs liée à l'ouverture de l'économie. Selon la rapporteure Marie-Arlette Carlotti : « *ce cadre macroéconomique paraît difficile à maintenir durablement. La baisse des dépenses publiques implique un désinvestissement sur des secteurs essentiels (santé, éducation) contribuant à la fragilisation des capacités productives à long terme. Cet affaiblissement de l'État argentin se matérialise par la privatisation d'entreprises publiques stratégiques et par une ouverture commerciale débridée. Le fragile équilibre des finances publiques a été atteint au prix d'une dette sociale et productive, menaçant la cohésion sociale* ».

D'un point de vue sociétal, l'arrivée au pouvoir de Javier Milei marque un affaiblissement du soutien public aux politiques d'égalité de genre et aux minorités sexuelles. Cette réorientation s'est notamment traduite par la **suppression du ministère des femmes, du genre et de la diversité et son remplacement par un sous-secrétariat**, la suppression de l'**Institut national contre la discrimination, la xénophobie et le racisme (INADI)**, ou encore la **réduction des financements du programme « Acompañar »** destiné aux victimes de violences de genre.

Plusieurs décisions et prises de position de l'exécutif ou de son entourage proche ont par ailleurs suscité des inquiétudes au sein de la société civile en **ravivant les débats autour de la mémoire de la dictature**. Certaines d'entre elles ont été perçues comme une réhabilitation de la **théorie dite des « deux démons »**, selon laquelle les violences de la période résulteraient d'un affrontement entre organisations armées révolutionnaires et répression exercée par l'État. **La réduction des moyens alloués à certains organismes chargés de la conservation des archives de la dictature, ainsi que certaines déclarations relatives au nombre de personnes disparues, ont suscité de vives réactions.** La rapporteure Marie-Arlette Carlotti estime ainsi que « *l'effort de mémoire sur la période de la dictature est gravement menacé* ». Cette question revêt une importance particulière pour la France, **au moins 22 ressortissants français figurant parmi les victimes de la dictature militaire argentine.**

C. Réaffirmant son appartenance au « bloc occidental », l'Argentine de Javier Milei identifie la France comme un partenaire de premier plan en Europe

Javier Milei revendique un rapprochement avec les États-Unis et les démocraties occidentales. Cette volonté s'est notamment traduite par la décision, dès décembre 2023, **de renoncer à l'adhésion de l'Argentine aux BRICS.** À l'inverse, l'adhésion à l'**OCDE constitue désormais l'un des principaux objectifs de la politique extérieure argentine.**

La politique étrangère argentine se caractérise également par une **prise de distance à l'égard du multilatéralisme.** Cette inflexion s'est

traduite par plusieurs décisions concrètes, au premier rang desquelles le **retrait de l'Argentine de l'OMS.** Par ailleurs, **les autorités argentines appréhendent désormais les enjeux climatiques principalement sous l'angle du développement économique et de l'attractivité des investissements.** Le maintien de l'Argentine dans l'Accord de Paris était ainsi une condition pour que l'accord UE-Mercosur puisse entrer en vigueur. De même, **la réforme de la loi de 2010**



Rencontre avec MM. Pablo QUIRNO, Ministre des relations extérieures, du commerce international et du culte, et Carlos PRESTI, Ministre de la défense

dite « Loi sur les Glaciers » assouplit le régime de protection de ces sites afin de favoriser l'exploitation minière.

L'Europe est considérée par l'exécutif argentin comme un partenaire important. L'accord entre l'Union européenne et le Mercosur fait ainsi l'objet d'un large soutien au plan politique. Celui-ci a été présenté par les autorités argentines comme un instrument susceptible de renforcer les relations économiques entre les deux blocs.



Rencontre avec M. Ignacio DEVITT, Secrétaire aux affaires stratégiques de la Présidence de la Nation

Au sein de l'UE, la France est identifiée comme un partenaire de premier plan.

Les relations commerciales entre nos deux pays sont denses. Les échanges commerciaux bilatéraux se sont établis à 1,2 Md€ en 2025. 249 filiales sont actives dans le pays, représentant 160 groupes hexagonaux et environ 53 000 salariés. Cette présence couvre des secteurs stratégiques tels que la distribution, l'automobile, l'agroalimentaire, les hydrocarbures et le secteur minier.

Dans le domaine de la défense, de nouvelles perspectives de coopération sont actuellement à l'étude : acquisition de systèmes d'artillerie CAESAR pour les forces terrestres ainsi que de trois sous-marins de type Scorpène pour la marine. Au-delà des questions capacitaires, la coopération franco-argentine pourrait être approfondie dans plusieurs domaines, tels que la lutte contre le narcotrafic et les réseaux criminels transnationaux ainsi que la sécurité maritime.



Rencontre avec M. Bartolomé Esteban ABDALA, Vice-président du Sénat, M. Martin GOERLING, Mme Sonia ROJAS, Mme Gabriela VALENZUELA, Mme Belén de OCA, M. Juan Carlos PAGACHACO, sénateurs, membres de la commission des affaires étrangères et de la défense

La culture, l'enseignement supérieur et la recherche constituent enfin l'un des piliers de la relation bilatérale. Cette coopération ancienne a été formalisée par l'accord culturel, scientifique et technique signé en 1964, complété par une lettre d'intention signée en février 2016.

II. LE CHILI : UNE NOUVELLE PAGE POLITIQUE AUX CONTOURS ENCORE INCERTAINS

A. Une prospérité économique qui ne s'est pas accompagnée d'une réduction des inégalités

Cinquième économie d'Amérique latine, le Chili dispose du PIB par habitant le plus élevé d'Amérique du Sud.

Le Chili est en effet le premier producteur mondial de cuivre et le deuxième producteur de lithium.

Les performances économiques du Chili coexistent cependant avec la persistance d'inégalités sociales. Le coefficient de Gini atteignait ainsi 0,45 en 2022, soit un niveau plus élevé que dans la plupart des pays de l'OCDE.



Rencontre avec Mme Paulina NÚÑEZ, Présidente du Sénat, et M. Iván MOREIRA, Vice-président du Sénat

B. L'élection de José Antonio Kast en décembre 2025 ouvre une nouvelle séquence politique

Élu président le 14 décembre 2025 avec 58,2 % des voix, José Antonio Kast, candidat de la droite radicale, a fait de la sécurité intérieure, de la maîtrise de l'immigration et de l'approfondissement de la libéralisation économique les priorités de son mandat.



Rencontre avec M. Manuel José OSSANDÓN, Président de la commission des relations extérieures du Sénat et ancien Président du Sénat

En matière de politique étrangère, les grands principes qui structurent traditionnellement l'action extérieure du Chili devraient demeurer : respect du droit international, défense de la démocratie et attachement au multilatéralisme.

Au plan sociétal, plusieurs annonces ont suscité des préoccupations quant à la protection des droits de l'homme et à la continuité des politiques de mémoire engagées sous l'administration précédente.



Rencontre avec M. Rodrigo ÁLVAREZ, secrétaire d'État à la défense

C. Une relation bilatérale bien ancrée

Le Chili partage avec la France un attachement au droit international, au multilatéralisme et à la préservation de l'ordre international fondé sur des règles.

La coopération bilatérale repose également sur des intérêts communs dans le Pacifique Sud et en Antarctique. Les autorités chiliennes présentent volontiers leur pays comme un État «

tricontinental », tourné à la fois vers l'Amérique du Sud, le Pacifique et l'Antarctique. **Cette vision converge avec plusieurs priorités françaises, notamment en matière de sécurité maritime, de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), de lutte contre le narcotrafic et de préservation des espaces polaires.**

La coopération industrielle constitue en outre l'un des principaux axes de développement de la relation bilatérale dans le champ de la défense.

La marine chilienne dispose notamment de deux sous-marins *Scorpène* construits par *Naval Group*.



Rencontre avec M. Patricio TORRES, Vice-ministre des relations extérieures



Visite de la base navale de Talcahuano

Les entreprises françaises occupent des positions importantes dans des secteurs stratégiques tels que les infrastructures, les transports, l'énergie, l'environnement, les services ou encore l'industrie.

L'enseignement, la recherche et la culture apparaissent également comme des leviers majeurs de coopération.

À cet égard, l'enseignement français à l'étranger constitue un pilier de la présence française et de la francophonie au Chili. **La délégation a toutefois été alertée sur les conséquences de la réforme engagée par l'AEFE.**

Plusieurs équipements atteindront leur fin de vie au cours de la prochaine décennie. **Le renouvellement de la flotte de frégates de premier rang à l'horizon 2030 puis le remplacement des sous-marins de type U209 de construction allemande vers 2035 constituent à cet égard des perspectives importantes pour l'industrie française de défense.**

Dans le domaine économique, en 2025, les échanges commerciaux bilatéraux se sont établis à 2,7 Md€. La présence économique française au Chili est par ailleurs très significative. Près de 300 filiales françaises y sont implantées, dont une large majorité des entreprises du CAC 40.



Visite du théâtre municipal en présence de M. Mario DESBORDES, maire de Santiago, et de Mme Carmen Gloria LARENAS, directrice du théâtre municipal

Le Théâtre municipal de Santiago constitue un autre exemple de coopération culturelle franco-chilienne. En 2023, l'Opéra national de Paris y a engagé un partenariat inédit d'une durée de trois ans. Ce partenariat pourrait, à terme, constituer le socle d'une coopération institutionnelle plus ambitieuse entre l'Opéra national de Paris et le Théâtre municipal de Santiago.



Les principales recommandations

1. Poursuivre le dialogue relatif à la coopération industrielle dans les domaines de la défense, notamment autour de l'acquisition de systèmes d'artillerie *CAESAR* et de trois sous-marins de type *Scorpène*. Mandater les ministères chargés de l'économie et des finances des deux pays afin d'examiner les modalités de construction et de financement de ces projets. Inscrire ces projets dans la perspective d'un partenariat renforcé avec la France.
2. Approfondir les modalités de coopération sur des sujets d'intérêt commun, en particulier la lutte contre le narcotrafic ainsi que la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN).
3. Donner une traduction concrète à l'engagement de la France avec le déploiement ponctuel d'un bâtiment de la Marine nationale dans la zone, témoignant de la volonté française de contribuer à la sécurité maritime et à la préservation des intérêts communs.
4. Poursuivre un dialogue exigeant avec les autorités argentines sur les questions relatives aux libertés publiques, aux droits des femmes et des minorités ainsi qu'à la préservation des politiques de mémoire, de vérité et de justice liées à la dictature militaire.
5. Poursuivre les démarches engagées auprès des autorités chiliennes afin d'obtenir dans les meilleurs délais l'agrément nécessaire à la désignation d'un consul honoraire français à Rapa Nui.
6. Consolider le cadre institutionnel du partenariat de défense franco-chilien et explorer de nouveaux domaines de coopération tels que l'espace, l'intelligence artificielle ou encore les réflexions liées au combat futur.
7. Anticiper les grands programmes de renouvellement des équipements chiliens afin de positionner l'industrie française de défense.
8. Maintenir un dialogue politique exigeant avec les autorités chiliennes sur les engagements internationaux en matière de droits humains, notamment dans le cadre des enceintes multilatérales et du partenariat entre l'Union européenne et le Chili, afin de préserver les acquis relatifs à l'État de droit et à la mémoire de la dictature.

9. Reconsidérer le calendrier de mise en œuvre des mesures décidées lors du conseil d'administration de l'AEFE du 18 décembre 2025 et éviter toute réduction du nombre de personnels détachés.
10. Poursuivre les échanges avec les autorités chiliennes afin d'identifier les conditions permettant d'assurer le financement et la mise en œuvre du centre franco-chilien d'intelligence artificielle, en soulignant l'intérêt stratégique de ce projet pour le renforcement de la coopération scientifique bilatérale et pour le développement des capacités technologiques du Chili à l'échelle régionale.
11. Sur le modèle du Louvre, envisager l'ouverture d'une première antenne délocalisée de l'Opéra de Paris à Santiago.



Cédric PERRIN
Président-Rapporteur
Territoire de Belfort
Les Républicains



Marie-Arlette CARLOTTI
Rapporteuse
Bouches-du-Rhône
Socialiste, Écologiste et
Républicain



Catherine DUMAS
Rapporteuse
Paris
Les Républicains



Gisèle JOURDA
Rapporteuse
Aude
Socialiste, Écologiste et
Républicain



Édouard COURTIAL
Rapporteur
Oise
Union Centriste



Pierre MÉDEVIELLE
Rapporteur
Haute-Garonne
Les Indépendants - République et Territoires

POUR EN SAVOIR PLUS

[Le Plateau des Guyanes : affirmer la France comme un acteur régional clé, rapport d'information](#), rapport d'information, 19 novembre 2025

[Réinvestir la relation France-Amérique du Sud : les cas du Brésil et du Pérou, rapport d'information](#), rapport d'information, 9 juillet 2025

[La France en Amérique du Sud, quelles relations avec ses voisins brésilien, surinamais et guyanien ?](#), rapport d'information, 5 juillet 2023



✉ secretariat-affetra@senat.fr

☎ 01.42.34.46.29

🌐 www.senat.fr

